

T



TABACS.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de MM. Coty, Courant et Chastellain tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret du 20 février 1946, qui a réduit les remises allouées aux débiteurs de tabac, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 133; rapport collectif le 17 septembre par M. Jean Raymond Guyon, n° 827 (voy. *ci-dessous*, §§ 2, 3, 5). Adoption sans débat le 26 septembre 1946. — Résolution n° 65.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réajuster le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente aux consommateurs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 164; rapport collectif le 17 septembre par M. Jean-Raymond Guyon, n° 827 (Voy. *ci-dessus*, § 1^{er} et *ci-dessous*. §§ 3, 5).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Baumel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 diminuant le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente des tabacs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946

(renvoyée à la Commission des finances), n° 217; rapport collectif le 17 septembre par M. Jean-Raymond Guyon, n° 827 (voy. *ci-dessus*, §§ 1^{er}, 2 et *ci-dessous*, § 5).

§ 4. — Proposition de résolution de M. Reille-Soult tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes décisions utiles permettant le retour à la liberté des transactions pour la vente du tabac, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 230.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Christiaens et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'article 2 du décret n° 46-251 du 20 février 1946 portant diminution du taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente des tabacs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 413; rapport collectif le 17 septembre par M. Jean-Raymond Guyon, n° 827 (voy. *ci-dessus*, §§ 1^{er}, 2, 3).

§ 6. — Projet de loi portant relèvement du taux applicable au paiement des manquants à la charge des planteurs de tabacs, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Robert Schuman, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances),

n° 571; rapport le 17 septembre par M. Jean-Raymond Guyon, n° 826. Adoption sans débat le 21 septembre 1946. — Projet de loi n° 57.

Loi du 28 septembre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 29 septembre.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures nécessaires pour supprimer le rationnement du tabac dans la métropole, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 29 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 627.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Proposition de résolution de M. Coutant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les prix des tabacs et cigarettes fixés pour les militaires aux citoyens appelés à bénéficier de la loi du 22 mai 1946 généralisant l'allocation aux vieux, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 795; rapport le 1^{er} octobre par M. Alfred Costes, n° 1159.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de tabac, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 810.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 9 0/0 et 6 0/0 le taux des remises allouées aux débiteurs de tabac, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 884.

Il n'a pas été présenté de rapport.

TARIFS.

— réduction des. — *Facilités de circulation*, § 3.

— réduits. — Voy. *Congés payés*, § 2.

TAUX.

— de blutage. — Voy. *Ravitaillement*, §§ 18, 20.

— d'extraction de la farine. — Voy. *Agriculture*, § 19.

— de l'intérêt. — Voy. *Caisses d'épargne*, § 1^{er}.

TAXATION DES PRODUITS AGRICOLES. — Voy. *Prix*, § 2.

TAXE.

— additionnelle. — Voy. *Impôts*, § 24.

— d'apprentissage. — Voy. *Algérie*, § 18.

— sur les brevets d'invention. — Voy. *Brevets d'invention*, §§ 3, 5.

— sur le chiffre d'affaires. — Voy. *Impôts*, § 22.

— à la production. — Voy. *Impôts*, § 13.

— sur les spectacles. — Voy. *Code des contributions indirectes*, § 1^{er}.

— unique spéciale. — Voy. *Impôts*, § 22.

TEMPS DE TRAVAIL. — Voy. *Agriculture*, §§ 10, 11.

TERRAINS (Expropriation de). — Voy. *Education physique et sports*, §§ 1^{er}, 2.

TERRES.

- aliénation des — Voy. *Algérie*, § 3.
- de colonisation. — Voy. *Algérie*, § 3.
- incultes. — Voy. *Agriculture*, §§ 6, 18.
- mises en vente. — Voy. *Agriculture*, § 15.

TISSUS BRODÉS. — Voy. *Impôts*, § 22.

TERRITOIRES.

- d'outre-mer. — Voy. *Pensions militaires*, § 19.
- du Sud. — Voy. *Algérie*, §§ 13, 17.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

§ 1^{er}. — Projet de loi tendant à la désaffectation des Iles Royales et Saint-Joseph du groupe des Iles du Salut de la Guyane française comme lieu d'exécution de la peine de la relégation et à la désignation d'un nouveau lieu de séjour des relégués, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 218 ; rapport le 23 août (2^e séance) par M. Badie, n° 540 ; avis le 11 septembre par M. Monnerville, n° 747. Adoption sans débat le 19 septembre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 49.

Loi du 23 septembre 1946, promulguée au *Journal officiel* des 23 et 24 septembre.

§ 2. — Projet de loi portant modification à la réglementation forestière à la Guadeloupe, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante, le 30 juillet 1946 par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires

d'outre-mer), n° 296 ; rapport le 18 septembre (3^e séance) par M. Devinat, n° 859.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 3. — Proposition de loi de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues portant amnistie des infractions commises en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission de la justice et pour avis à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 394 ; rapport le 12 septembre (2^e séance) par M. Mabrut, n° 778 ; avis de la Commission des territoires d'outre-mer le même jour par M. Yacine Diallo, n° 779. Adoption sans débat le 26 septembre 1946. — Proposition de loi n° 66.

Nouvelle délibération demandée le 11 octobre 1946.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 4. — Proposition de résolution de M. Raseta et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser un referendum à Madagascar, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de la constitution), n° 442.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Projet de loi déterminant aux Antilles et à la Réunion, les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprises mobilisés, en vue de leur permettre de reprendre leur activité, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires d'outre-mer et pour avis à la Commission des finances), n° 485 ; rapport le 11 septembre par M. Monnerville, n° 730 ; avis de la Commission des finances le 1^{er} octobre (3^e séance) par M. Joannès Dupraz, n° 1155.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Apithy et plusieurs de ses collègues ten-

TERRITOIRES
D'OUTRE-MER.

dant à inviter le Gouvernement à prendre dans les délais les plus courts des textes nécessaires portant création d'une caisse de retraite au Togo, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 663; rapport le 19 septembre (2^e séance) par M. Bertho, n° 903.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 7. — Proposition de résolution de M. Raphaël Babel tendant à inviter le Gouvernement à étudier à l'occasion du projet de budget pour l'exercice 1946 des mesures propres à venir en aide à toutes les écoles de la Réunion afin que soient données à tous les enfants de ce département français, l'éducation et l'instruction auxquelles ils ont droit, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 677.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 8. — Proposition de loi de M. Saravane-Lambert portant organisation de l'Assemblée représentative des établissements français de l'Inde, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 12 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 774; rapport le 26 septembre (3^e séance) par M. Monnerville, n° 1067.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Aujoulat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement des médecins africains du Cameroun, anciens combattants des Forces françaises libres, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 837; rapport le 27 septembre (2^e séance) par M. Aujoulat, n° 1097.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 10. — Proposition de résolution de M. Aujoulat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale un plan de réorganisation des services de la Santé publique, dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 17 septembre 1946 renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 839; rapport le 27 septembre (2^e séance) par M. Houphouët-Boigny, n° 1096.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 11. — Projet de loi portant rétablissement de la légalité républicaine en Afrique occidentale française et au Togo, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 890; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Gueye, n° 1165. Adoption sans débat le 5 octobre 1946. — Projet de loi n° 114.

Loi du 30 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 31 octobre.

(Voir rectificatif publié au *J. O.* des 11, 12 et 13 novembre).

§ 12. — Projet de loi relatif aux Assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 963 (voy. *ci-dessous* §§ 16 et 17).

§ 13. — Projet de loi étendant à la Martinique sous réserve de modifications l'ordonnance du 5 septembre 1945 réglementant le bail à colonat partiaire dans la colonie de la Réunion, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946 par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 964.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 14. — Proposition de loi de M. Lattès et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier dès leur naissance les métis des territoires d'outre-mer de l'Union française des droits attachés au titre de citoyen français, présentée par l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946 (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 1015.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 15. — Proposition de loi de M. Valentino tendant à l'extension aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, des dispositions de l'ordonnance du 4 décembre 1944 instituant des commissions paritaires pour statuer sur les contestations en matière de baux ruraux, modifiée par la loi du 13 avril 1946, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 28 septembre 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 1120.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 16. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique occidentale française, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer, n° 1145); rapport collectif le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n° 1184 (voy. ci-dessus, § 12, ci-dessous § 17). Adoption le 5 octobre 1946 sous le titre : *Projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer.* — Projet de loi n° 127.

Loi du 7 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 7 et 8 octobre (errata au *J. O.* du 1^{er} décembre).

DISCUSSION [5 octobre 1946] (*A.*, p. 4712); Est entendu dans la discussion générale, M. Lamine-Guèye, *Rapporteur*; Clôture de la discussion générale (p. 4712); Art. 1^{er} (*ibid.*); Amendement présenté par M. Lecourt tendant

à reprendre le texte du projet n° 963 du Gouvernement (*ibid.*); Adoption (p. 4715); Art. 1^{er} à 3 : adoption (*ibid.*). — Adoption de l'ensemble du projet de loi (*ibid.*). — Ont pris part à la discussion : MM. Apithy, le R. P. Bertho, Mme Eboué, MM. Félix-Tchicaya, Houphouët, Lamine-Guèye, *Rapporteur*; Letourneau, *Ministre de la France d'outre-mer par intérim*; Saravane-Lambert.

§ 17. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général des territoires composant l'Afrique équatoriale française, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 1146; rapport collectif le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n° 1184 (voy. ci-dessus, §§ 12 et 16).

§ 18. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de l'archipel des Comores, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 1147; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n° 1179.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 19. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du conseil général de la Nouvelle-Calédonie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n° 1148; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n° 1186.

L'Assemblée n'a pas statué.

TERRITOIRES
D'OUTRE-MER.

§ 20. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence du Conseil général des îles de Saint-Pierre et Miquelon, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1149; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n^o 1185.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 21. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Cameroun, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1150; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n^o 1180.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 22. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative du Togo, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1151; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n^o 1181.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 23. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de Madagascar, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer),

n^o 1152; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n^o 1188.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 24. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative des Etablissements français d'Océanie, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1153; rapport le 2 octobre (3^e séance) par M. Lamine-Guèye, n^o 1178.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 25. — Proposition de loi présentée au nom de la Commission des territoires d'outre-mer par M. Juglas tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence de l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} octobre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1154.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 26. — Projet de loi relatif à la revision des nominations et promotions abusives prononcées entre le 17 juin 1940 et le 17 août 1945, en faveur des personnels régis par décret ayant été en service en Indochine au cours de cette période, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 octobre 1946 (3^e séance) par M. Marius Moutet, Ministre de la France d'outre-mer (renvoyé à la Commission des territoires d'outre-mer), n^o 1177.

Il n'a pas été présenté de rapport.

TITULAIRES DES POSTES DÉSHÉRITÉS, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (EDUCATION NATIONALE).

TITULARISATION.

— des instituteurs intérimaires. — Voy. *Instituteurs et institutrices*, § 6.

TOGO. — Voy. *Territoires d'outre-mer*, §§ 6, 11, 22.

TONKIN (Détresse des Français pillés au), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (INTÉRIEUR).

TRACTEURS (Prix des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

TRACTEURS (Répartition des), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5 (AGRICULTURE).

TRAITEMENTS ET SALAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 141; rapport collectif le 11 septembre par M. Alfred Costes, n° 731 (voy. ci-dessous, § 2).

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Devèze et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime actuel des zones (salaires, allocations familiales, allocations aux vieux

travailleurs, indemnités de fonctionnaires) dans les départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 366; rapport collectif le 11 septembre par M. Alfred Costes, n° 731 (voy. ci-dessus, § 1^{er}).

TRAITÉS ET CONVENTIONS.

§ 1^{er}. — Projet de loi tendant à approuver une convention entre le Gouvernement Provisoire de la République française et l'Export-Import Bank, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 par M. Georges Bidault, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des finances et pour avis à la Commission des affaires économiques et à la Commission de la presse), n° 232; rapport le 30 juillet par M. Charles Barangé, n° 305; Avis de la Commission des affaires économiques le 30 juillet par M. Palewski, n° 314; Avis de la Commission de la presse le 1^{er} août par M. Naegelen, n° 327. Adoption le 1^{er} août 1946. — Projet de loi n° 12.

Loi du 9 août 1946, promulguée au *Journal officiel* du 11 août.

DISCUSSION [1^{er} août 1946] (A., p. 2871, 2885); Pour la discussion générale et les explications de vote, voy. ci-après, § 2. — Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2910).

§ 2. — Projet de loi tendant à autoriser le Président du Gouvernement Provisoire de la République à ratifier l'accord conclu entre le Gouvernement Provisoire de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, comportant règlement en matière de prêt-bail, d'aide réciproque, de surplus militaires et de créances de guerre, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 juillet 1946 par M. Georges Bidault, Ministre des Affaires étrangères (renvoyé à la Commission des affaires étrangères et pour avis à la Commission des

affaires économiques et à la Commission des finances et à la Commission de la presse), n° 233; rapport le 30 juillet par M. Gorse, n° 303; avis de la Commission des finances le 30 juillet par M. Charles Barangé, n° 304; avis de la Commission des affaires économiques le 30 juillet par M. Palewski, n° 315. Adoption le 1^{er} août 1946. — Projet de loi n° 11.

Loi du 9 août 1946, promulguée au *Journal officiel* du 11 août.

DISCUSSION [1^{er} août 1946] (*A.*, p. 2871, 2885); Sont entendus dans la discussion générale : MM. Georges Gorse, *Rapporteur de la Commission des affaires étrangères*; Charles Barangé, *Rapporteur de la Commission des finances*; Jean Palewski, *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales*; Joseph Laniel, Georges Bidault, *Président du Gouvernement provisoire, Ministre des Affaires étrangères*; Buron, René Mayer, Leenhardt, André Mutter, Pierre Bourdan, Berlioz, René Naegelen, *Rapporteur pour avis de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma*; Buron, Fernand Grenier, Defferre, Robert Bichet, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé des services de l'information*; Abelin, Jean-Moreau, Laurens, Jacques Duclos, Edouard Herriot, Félix Gouin, *Vice-Président du Conseil*; Christian Pineau, *Président de la Commission des finances et du contrôle budgétaire*; Daniel Mayer, *Président de la Commission des affaires étrangères*; le général Giraud; Clôture de la discussion générale (p. 2910); Adoption au scrutin de l'article unique du projet de loi (*ibid.*); liste des votants (p. 2917).

TRANSPORTS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Bour et plusieurs de ses collègues tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 2 août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des moyens de communication et pour avis à la Commission des finances), n° 365; rapport collectif le 29 août (2^e séance) par M. Bour, n° 624 (voy. *Offices*, § 4).

§ 2. — Projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 24 septembre 1946 par M. Jules Moch, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission des moyens de communication et pour avis à la Commission de l'intérieur et à la Commission des finances), n° 1008; rapport le 27 septembre (2^e séance) par M. Bour, n° 1091; avis collectif de la Commission de l'intérieur le 3 octobre (2^e séance) par M. Demusois, n° 1204 (voy. *ci-dessus*, § 1^{er}, *Offices*, § 4).

§ 3. — Proposition de résolution de M. Midol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le *statu quo* en matière de coordination des transports, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 septembre 1945 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des moyens de communication), n° 1033.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — de la région parisienne. — Voy. *Offices*, § 4. — *Transports*, §§ 1, 2.

TRAVAIL DE L'OUVRIER, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

TRAVAIL (Réglementation du).

§ 1^{er}. — Proposition de loi de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité de salarié au personnel des services domestiques en lui accordant le bénéfice de toutes les lois sociales, codifiées ou non, et en le soumettant aux juridictions compétentes en vertu de cette reconnaissance, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 juillet 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 72.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à créer des chambres départementales du travail, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 322.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 3. — Proposition de loi de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité de salariés aux gérants de maisons d'alimentation de détail, des maisons d'alimentation à succursales multiples, ainsi qu'aux gérants de coopératives et à leur accorder le bénéfice de toutes les lois sociales, en les soumettant aux juridictions compétentes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 1^{er} août 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 344.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 4. — Proposition de loi de M. Jacques Bardoux tendant à créer dans les départements des chambres du travail, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 (renvoyée à la Commission du travail et pour avis à la Commission des finances), n° 386.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 5. — Projet de loi relatif à l'organisation des services médicaux du travail, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 6 août 1946 par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail et pour avis à la Commission de la famille et à la Commission des finances), n° 393; rapport le 29 août (2^e séance) par M. Segelle, n° 616; avis le 12 septembre (2^e séance) par M. Goudoux, n° 763; rapport supplémentaire le 19 septembre (3^e séance) par M. Segelle n° 895 (1); avis de la Commission des finances le 24 septembre par M. Ramette,

n° 1027. Adoption sans débat le 1^{er} octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 82.

Loi du 11 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 12 octobre.

§ 6. — Proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 25 février 1946 relative à la rémunération des heures supplémentaires de travail en accordant le paiement des majorations prévues par cette loi aux heures de dérogation permanentes, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 août 1946 (renvoyée à la Commission du travail), n° 484.

Il n'a pas été présenté de rapport.

§ 7. — Projet de loi relatif aux conditions de validité du reçu pour solde de tout compte souscrit par un salarié lors de la résiliation du contrat de travail, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 août 1946 (2^e séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail, n° 558; rapport le 11 septembre par M. Renard, n° 732. Adoption sans débat le 26 septembre 1946. — Projet de loi n° 68.

Loi du 8 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 9 octobre.

§ 8. — Proposition de loi de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission du travail), n° 656; rapport le 24 septembre par M. Engel, n° 1019.

L'Assemblée n'a pas statué.

§ 9. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à reporter à 65 ans la limite normale de la vie active, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 septembre 1946) (renvoyée à la Commission du travail), n° 978.

Il n'a pas été présenté de rapport.

(1) Retiré par l'auteur dans la 2^e séance du 19 septembre.

TRAVAILLEURS.

— accession à la propriété des. — Voy. *Agriculture*, § 15.

— du bâtiment et des travaux publics. — Voy. *Indemnités*, § 3.

— déplacés. — Voy. *Indemnités*, § 1^{er}.

— jeunes. — Voy. *Congés payés*, § 3.

— salariés. — Voy. *Etrangers*, § 2.

TRÉSOR (Comptes spéciaux du), Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § 5.

TRIBUNAL DES CONFLITS. — Voy. *Délais de procédure*, §§ 1^{er}, 2.

TRIBUNAUX.

— militaires ou civils. — Voy. *Décisions de justice*, § 6.

— mixtes d'Egypte. — Voy. *Décisions de justice*, § 4.

— Organisation des. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 1^{er}.

TROUPES PARACHUTÉES ET AÉROPORTÉES, Observations y relatives, voy. *Budget de 1946*, § (DÉPENSES COMMUNES).

TUBERCULEUX. Voy. *Alsace et Lorraine*, § 2.

TUBERCULOSE.

— bovine. — Voy. *Agriculture*, § 14.

— ouverte. — *Fonctionnaires*, § 10. — Voy. aussi *Hygiène et santé publique*, §§ 1^{er}, 3.

TUNISIE.

§ 1^{er}. — Projet de loi fixant la contribution de la France à la réparation des dommages de guerre en Tunisie, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 septembre 1946 (2^e séance) par M. Robert Schuman, Ministre des Finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 928; rapport le 1^{er} octobre par M. Jacques Duclos, n° 1134. Adoption sans débat le 4 octobre 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 104.

Loi du 21 octobre 1946, promulguée au *Journal officiel* du 22 octobre.

§ 2. — Proposition de loi de M. Colonna et plusieurs de ses collègues relative à la participation des citoyens français de Tunisie, de la zone française du Maroc et de la Fédération indochinoise, à l'élection de députés à l'Assemblée, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 25 septembre 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1035. Adoption sans débat le 4 octobre 1946 (2^e séance). — Résolution n° 108.